

A PROPOS

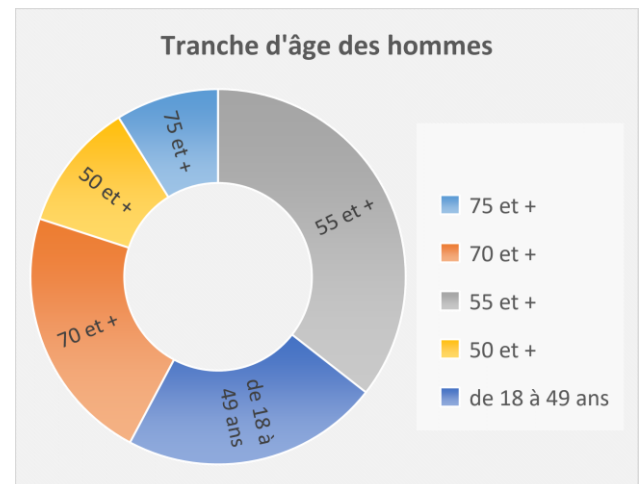
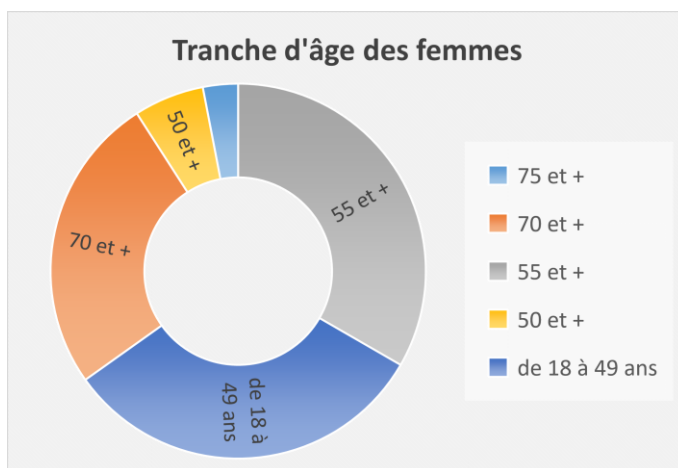
DE LA VACCINATION EN SEINE SAINT DENIS

Une enquête « flash » de l'UDAF 93

Mi-mai 2021, la commission de santé de l'UDAF de Seine Saint Denis a lancé une enquête « flash » d'opinion (vaccination COVID 19) sous forme de questionnaire auprès : des associations familiales, d'un panel de personnes protégées suivies par l'UDAF et des salariés résidents en Seine Saint Denis. Ce choix d'individus est inhérent à la mission de l'UDAF : représenter les familles et faire remonter la réalité vécue aux instances concernées.

Deux objectifs étaient visés : avoir l'opinion des personnes interrogées sur leur souhait de se faire vacciner ou pas ainsi que leurs motivations et les conditions de leur vaccination.

Entre le 25 mai et le 11 juin, nous avons eu le retour de 115 questionnaires : soit 67 femmes (dont 49 de + 55 ans) et 48 hommes (dont 30 de + 55 ans) répartis dans les tranches d'âge suivantes :



La mobilisation

La première question portait sur l'acquiescement des personnes lors du lancement de la campagne de vaccination contre la COVID 19 en janvier 2021. Ainsi 2/3 tiers des réponses reçues font part d'une réponse positive contre 1/3 de réponse négative.

La moitié répondant par la négative est toujours dans la même démarche en juin 2021 : « *je ne suis pas prête à me faire vacciner* » « *toujours indécise* » « *je reste dubitative* ». La principale raison évoquée est le manque de recul vis-à-vis des effets secondaires à long terme ainsi que la communication autour des vaccins. En effet, elle n'incite pas à se faire vacciner « *tout et son contraire est entendu depuis 2021* » « *les informations ne sont pas assez claires* », et sont mis en avant des doutes sur la nécessité d'être vacciné.

L'autre moitié a changé d'avis et en grande partie pour des raisons pratiques : « *pour voyager* » « *pour sortir sans restrictions* », « *pour protéger sa famille et voir ses enfants* », mais peu de répondants l'ont fait dans l'intérêt collectif.

Les retours sur la communication autour des vaccins sont mitigés. Pour certains elle fut bonne, pour d'autres, elle apparaît comme « *brouillon* » et « *anxiogène* » voir « *déstabilisante dans la prise de décision* ». Certains en ont retenu « *la guerre et le profit des laboratoires* », « *des mensonges pour avoir un plus grand nombre de volontaires* ».

Cette communication contradictoire et de faible cohérence n'a pas permis d'appréhender pleinement les enjeux de la vaccination (immunité collective, forme moins grave de la COVID 19). Elle apparaît même comme inexistante « *quelle communication ?* ».

La vaccination

La prise de rendez-vous : 83 % l'ont jugé « facile » contre 15 %. Par « facile », il est supposé une prise de contact pour un rendez-vous facile ainsi qu'une disponibilité proche.

Elle s'est faite pour un tiers des personnes sur « doctolib », pour un autre tiers via la « proximité » (médecin traitant, plateforme mise en place par la municipalité ou le CCAS) et pour les autres cela s'est fait sur « maiia.com », pharmacien voire l'entourage (parent, ami, voisin).

90 % des répondants se sont rendus à leur rendez-vous par leurs propres moyens.

Les lieux de vaccination : plus de la moitié (57 %) des répondants sont allés dans un centre de vaccination mis en place par leur commune et 20% à l'hôpital et 15 % chez le médecin ou le pharmacien. 3% seulement se sont rendus dans un lieu organisé par la CPAM et 5% au vaccinodrome du Stade de France.

Pour 90% des répondants l'organisation sur le lieu de vaccination est très satisfaisante. Pour certains la proximité n'était pas compatible avec l'horaire proposé et la disponibilité (travail/charge familiale), ils ont dû faire le choix de s'éloigner de leur lieu de résidence voire hors du département.

Si pour 2/3 tiers des répondants les informations données quant aux effets indésirables sont considérées comme positives, il est par contre reproché le côté à « la chaîne » du grand vaccinodrome du Stade de France déshumanisant l'aspect médical « *on vous vaccine, vous attendez 15', puis direction la sortie* » sans explications.



Avis et suggestions

Par le biais de cette enquête flash, les réponses reçues aux questions ouvertes ou fermées ont fourni la possibilité à des individus de tout âge et de toutes situations d'exprimer leur sentiment vis-à-vis du vaccin et de l'organisation de la campagne dans le département, et l'analyse qui en est faite permet à l'UDAF dans sa responsabilité de représentant des usagers du système de santé d'émettre certaines réflexions et suggestions en vue des améliorations pouvant être apportées.

Il est significatif de noter que certains adultes manifestent encore en 2021 une réelle réticence à l'idée même qu'une substance inconnue leur soit injectée et ce plus d'un siècle après la découverte de l'intérêt de cet acte de prévention tant pour chaque personne que pour l'ensemble de la population et que des membres du corps médical émettent des doutes et fixent des interdits.

Un tel constat oblige les pouvoirs publics et les instances sanitaires à organiser une communication non seulement en période de pandémie mais de façon permanente aux fins que chacun, au travers d'un apport pédagogique adapté, ciblé et non anxiogène, soit pleinement rassuré et que tous comprennent une démarche qui vise à sauver un maximum de vie en faisant entrer la pratique vaccinale dans les mœurs de nos concitoyens

En ce sens les répondants ont fait mention que les propos contradictoires de certains professionnels de santé et des membres du gouvernement tout comme leur engagement dans la promotion de la campagne non pas été à la hauteur d'un enjeu nécessaire à l'adhésion du plus grand nombre à la vaccination et ce contrairement aux « antis vaccins » qui ont habilement diffusés leurs messages perturbants

Ainsi compte tenu des motivations telles qu'exprimées au travers de cette enquête, il peut être malheureusement retenu que nombre de personnes se sont fait, avant tout, vacciner pour pouvoir bénéficier d'un certain nombre de possibilités d'actions liées à leurs libertés individuelles de déplacements ou de rencontres mais, dès lors compte tenu de la cacophonie et de quelques manquements organisationnels nul ne peut le leur reprocher.

En ce qui concerne la logistique malgré certains attermoissements et des difficultés liés aux surcharges des appels téléphoniques de prise de rendez-vous en début de la campagne c'est une certaine satisfaction globale qui est mentionnée mais il est souligné que celle provient de l'implication bénéfique des centres de renseignements, d'orientation et de réservation organisés localement.

Cette réactivité des municipalités et des CCAS a été fortement mise en évidence par ceux et celles qui en ont profité et entraîne de leur part une remarque souvent ainsi formulé : qu'en serait-il du taux de vaccination si ces collectivités n'avaient pas mis en place des centres de proximité ou organisé le transport des personnes ayant des difficultés de déplacement par leurs propres moyens ?

Au travers des réponses il peut être également constaté que les « grands vaccinodromes » ont été peu privilégiés ceux-ci étant considéré, peut-être à tort, comme froids, déshumanisés, de traitement à la chaîne des patients mais l'expression d'un tel a priori manifeste d'un besoin de rassurer les individus en prenant le temps, ce qui n'a pas toujours le cas, de leur fournir une explication compréhensible.

De par leurs réponses à ce « questionnaire Flash » initié par le Secteur Santé de l'UDAF de Seine Saint Denis, des individus ont manifesté tout à la fois leur désir d'une meilleure information sur le vaccin aux fins de leur permettre de prendre en parfaite connaissance et en toutes responsabilités leur décision de vaccination et leur souhait de mise en œuvre de structures d'accueil de proximité aux fins de pallier aux inconvénients de déplacements.

Un des enseignements que l'organisation de la campagne de vaccination a mis en lumière est celui de la nécessaire reconnaissance et participation aux décisions, à fortiori dans une période de crise, des associations d'usagers du système de santé telles celles porteuses, au quotidien, des besoins et des aspirations des familles et de chacun de leurs membres.

En ce qui la concerne, l'UDAF 93 continuera, par son implication dans les diverses structures sanitaires auxquelles elle participe à alerter les Pouvoirs publics et par l'action de ses associations dans les lieux de vie des 40 communes du département à œuvrer à la mise en place et en œuvre des moyens d'une effective politique sanitaire respectueuse des droits de tous et porteuse de solidarité dans une concrète démocratie en santé.